

La France insoumise, un « mouvement » qui n'en a que le nom ? Effacement symbolique et transformations pratiques de la forme partisane

Manuel Cervera-Marzal

DANS **POLITIX** 2022/2 (N° 138), PAGES 45 À 70

ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807398283

DOI 10.3917/pox.138.0045

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2022-2-page-45.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La France insoumise, un « mouvement » qui n'en a que le nom ? Effacement symbolique et transformations pratiques de la forme partisane

MANUEL CERVERA-MARZAL

Résumé – Les partis politiques européens font face à une lente érosion de leur socle électoral et militant. Pour tenter d'échapper à ce déclin et, en particulier, à la démonétisation du label partisan, plusieurs organisations politiques nées après la crise de 2008 (Mouvement 5 Étoiles, Podemos, La République en marche, la France insoumise) s'autodéfinissent comme des « mouvements ». Ce vocable indigène trouve un certain écho du côté de la science politique, où s'est récemment diffusé le concept de « parti-mouvement ». Plutôt que d'utiliser ce concept comme catégorie analytique à même d'éclairer sociologiquement le phénomène France insoumise (FI), cet article propose d'étudier les usages militants de la notion de « mouvement ». À travers le cas particulier de la FI, il s'agit de participer à une réflexion plus générale sur la discrétion partisane et sur la façon dont certaines formations, en s'ajustant à la « crise des partis », contribuent à cette crise tout en reconduisant des logiques partisans non présentées comme telles. Les usages du « mouvement » analysés ici ne sont pas uniquement langagiers ; il s'agit également d'aspects

pratiques (règles d'adhésion, répertoire d'action, fonctionnement interne, utilisation du financement public, ancrage territorial, etc.), les deux dimensions – discursives et matérielles – étant étroitement imbriquées. Enfin, il importe de restituer ces usages dans leur contexte socio-politique et d'interroger leur historicité.

Mots-clés – France insoumise, partis politiques, mouvements sociaux, parti-mouvement, démocratie intrapartisane

Le label partisan est démonétisé¹. Souvent perçus comme des organisations inefficaces, voire obsolètes, les partis politiques font face à une érosion structurelle de leurs effectifs militants² et à une hausse – tout aussi structurelle – de l'abstention, de la volatilité électorale et de la désidentification partisane³. Cette crise – documentée par de multiples travaux – ne signe pas la disparition des partis politiques mais elle oblige ces derniers à se réinventer⁴. Un certain nombre d'organisations camouflent désormais leur identité partisane afin de se présenter sous la forme de « mouvements », comme cela a été illustré lors de la présidentielle de 2017 par La République en Marche⁵ et La France insoumise.

La notion de « parti-mouvement » a été mobilisée par Rémi Lefebvre⁶ afin de qualifier les deux entreprises partisanes fondées par et pour Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon au printemps 2016. Mais, comme le reconnaît Rémi Lefebvre⁷, une première difficulté surgit d'emblée lorsqu'on qualifie La République en Marche de « parti-mouvement », car cette notion est généralement utilisée pour décrire des organisations militantes dont les activités des membres s'inscrivent à la fois – et dans des proportions comparables – au sein de l'espace politique institutionnel *et* au sein de l'espace des mouvements sociaux⁸. Si l'inscription dans l'espace des mouvements sociaux peut être discutée pour la France insoumise (on y reviendra), elle est manifestement absente dans le cas de LREM. Cette définition, qu'on retrouve sous la plume

1. Je remercie Ivan Sainsaulieu, Frédéric Sawicki et Julien Talpin, qui sont à l'origine de cet article, et qui m'ont fait bénéficier de leurs précieuses remarques. Je remercie également les deux évaluateurs.rices anonymes.

2. Dalton (R.), Wattenberg (M.), dir., *Parties Without Partisans*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

3. Ignazi (P.), *Party and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

4. Martinache (I.), Sawicki (F.), dir., *La fin des partis ?* Paris, PUF, 2020.

5. Dolez (B.), Fretel (J.), Lefebvre (R.), dir., *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

6. Lefebvre (R.), « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 16, 2018.

7. Lefebvre (R.), « Que sont devenus les partis-mouvements ? La France insoumise et la République en marche depuis 2017 », *Esprit*, 481, janvier 2022.

8. Combes (H.), *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011 ; Rocha (D.), « Des réseaux protestataires au milieu partisan. Socio-histoire de la genèse du Parti des Travailleurs à Brasília (1978-1980) », in Luck (S.), Dechezelles (S.), dir., *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

de Swen Hutter, Hanspeter Kriesi et Jasmine Lorenzini⁹, attire l'attention sur le fait que les relations entre mouvement social et parti politique ne se réduisent pas à des formes d'interactions (alliance et concurrence) mais qu'elles peuvent également donner lieu à une interpénétration. Une approche similaire a été proposée par Herbert Kitschelt, dont la définition est souvent reprise : « Les partis-mouvements sont des regroupements de militants politiques qui émanent des mouvements sociaux et tentent d'appliquer au sein de l'arène de la compétition partisane les pratiques organisationnelles et stratégiques des mouvements sociaux¹⁰. »

Ainsi définie, la notion permet de revisiter l'histoire du XX^e siècle, comme le fait remarquer Sidney Tarrow : « De nombreux partis débutent en tant que mouvements. Pensons au mouvement ouvrier qui donna naissance aux partis sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest ; ou au mouvement abolitionniste qui fut central dans la création du Parti républicain, durant et après la guerre de Sécession ; ou encore aux mobilisations de peuples indigènes qui, ces dernières décennies, ont débouché en Bolivie et en Équateur sur des partis politiques à base ethnique. Les mouvements donnent souvent lieu à des partis lorsque leurs membres transfèrent leur activisme de l'arène contestataire à celle de la politique institutionnelle¹¹. »

Outre des objets du siècle passé, le concept de « parti-mouvement » est mobilisé pour désigner des forces politiques apparues dans le sillage de la crise socio-économique de 2008 et des mobilisations anti-austérité des années 2010. La politiste espagnole Irene Martin applique le concept à Syriza et Podemos¹². Donatella della Porta l'utilise elle aussi pour ces deux organisations grecque et espagnole, ainsi que pour le Mouvement 5 Étoiles¹³. Ces autrices reprennent – en la citant explicitement – la définition du « parti-mouvement » élaborée par Herbert Kitschelt¹⁴. Le concept est-il applicable à la France insoumise ?

Une telle transposition conduirait à effectuer un parallèle trompeur avec des antécédents historiques comme le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste. Dans ces deux cas, nous sommes en présence d'une dynamique *bottom up*, c'est-à-dire de mobilisations sociales (mouvement ouvrier, mouvement écologiste) qui donnent progressivement naissance à des organisations par-

9. Hutter (S.), Kriesi (H.), Lorenzini (J.), « Social Movements in Interaction with Political Parties » in Snow (D.) et al., eds., *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements* [2nd Edition Revised and Expanded], Malden, Blackwell Publishing, 2007.

10. Kitschelt (H.), « Movement Parties », in Katz (R.), Crotty (W.), eds., *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage, 2008, p. 81.

11. Kitschelt (H.), « Movement Parties », *op. cit.*, p. 95.

12. Martin (I.), « Podemos y otros modelos de partido-movimiento », *Revista Española de Sociología*, 24, 2015.

13. Della Porta (D.) et al., *Movement Parties Against Austerity*, Londres, Polity Press, 2017.

14. Kitschelt (H.), « Movement Parties », *op. cit.*

tisanes (partis socialistes et communistes, partis verts). Or, dans le cas de la France insoumise (on pourrait en dire autant de Podemos et du Mouvement 5 Étoiles), la dynamique est inverse, c'est-à-dire *top down*, puisqu'il s'agit d'une organisation créée par le haut, à l'initiative d'un leader disposant déjà d'un solide capital partisan. Le leader est entouré d'une équipe resserrée d'entrepreneurs politiques qui contrôle les principales ressources de l'organisation.

Plus largement, on peut se demander, avec Michel Offerlé¹⁵, s'il est souhaitable d'ériger le « parti-mouvement » au statut de concept sociologique alors que cette expression constitue une ressource rhétorique et tactique mobilisée par les acteurs afin de se démarquer de ceux qu'ils décrient sous le nom de « partis traditionnels ». Le risque, en effet, est que ce concept contribue à idéaliser l'objet étudié, de même que celui de « partis traditionnels » contribue à dévaloriser l'objet désigné et à masquer les indéniables évolutions que lesdits partis « traditionnels » ont connues ces dernières décennies¹⁶.

Plutôt que d'utiliser le concept de « parti-mouvement » comme catégorie analytique à même d'éclairer sociologiquement le phénomène France insoumise (FI), cet article propose d'étudier les usages militants de la notion de « mouvement ». À travers le cas particulier de la FI, il s'agit de participer à une réflexion plus générale sur la discrétion partisane et sur la façon dont certaines formations, en s'ajustant à la « crise des partis », contribuent à cette crise tout en reconduisant des logiques partisans non assumées comme telles. Les usages du « mouvement » analysés ici ne sont pas uniquement langagiers ; il s'agit également d'aspects pratiques (règles d'adhésion, implantation territoriale, répertoire d'action, fonctionnement interne, dépenses financières, etc.), les deux dimensions – discursives et matérielles – étant étroitement imbriquées. Il importe de restituer ces usages dans leur contexte socio-politique et d'interroger leur historicité. Ainsi comprise, la forme du mouvement est moins une revendication d'ordre normatif ou idéologique qu'une adaptation tactique à une conjoncture électorale marquée par la délégitimation de la forme partisane. Jouer le jeu de la V^e République conduit à délaissier le travail d'encadrement partisan au profit d'une structure légère, sans cadres intermédiaires, sans militants aptes à donner leur avis et à contrôler les porte-parole ; ce qui tend, sur le long terme, à affaiblir l'organisation, sa capacité d'implantation, et sa capacité à mobiliser des soutiens lors des élections municipales, départementales et régionales.

On commencera par montrer comment, au sein de la FI, la notion de « mouvement » fait l'objet d'usages qui tranchent avec ce qu'elle recouvre historique-

15. Offerlé (M.), « On n'en a pas fini avec les partis politiques », *AOC*, 25 avril 2019.

16. Gauja (A.), *Party Reform. The Causes, Challenges and Consequences of Organizational Changes*, Oxford, Oxford University Press, 2016 ; Escalona (E.), *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, Paris, Dalloz, 2018.

ment en ce sens qu'ils sont au service d'une volonté de plus grande « efficacité », laquelle se traduit par un affaïssement de la démocratie intrapartisane. Mais, et c'est tout l'intérêt du terme et de son ambivalence, le « mouvement » sert aussi à légitimer l'entreprise partisane et la façon dont elle est dirigée, et il offre aux militants locaux une forte autonomie d'action, à défaut d'une capacité à peser sur les grandes décisions stratégiques. Notre approche se focalise ainsi sur les ambiguïtés de la forme mouvement : elle permet davantage d'efficacité lors des campagnes présidentielles mais elle affaiblit les pouvoirs des militants sur l'organisation ; elle semble promouvoir l'horizontalité mais elle déconstruit les procédures de la démocratie représentative et donc le contrôle des dirigeants. Le matériau empirique est composé d'observations ethnographiques menées durant 36 mois au sein de la FI, d'un corpus d'archives (tracts, vidéos, sites internet, publications sur les réseaux sociaux, presse) et d'une centaine d'entretiens semi-directifs.

La forme-mouvement comme gage d'efficacité

« La France insoumise n'est pas un parti, c'est un mouvement » est une affirmation que l'on retrouve dans la quasi-totalité de mes entretiens. Néanmoins, lorsqu'on regarde en détail les propos qui accompagnent cette affirmation, on s'aperçoit que les enquêtés ne lui donnent pas tous la même signification. « Ceci n'est pas un parti » peut signifier que la FI ne veut pas se laisser paralyser par les luttes internes, ne veut pas se laisser enfermer dans un répertoire d'action électoral, n'a aucune accointance avec les autres partis de gauche, souhaite abolir la hiérarchie implicite entre militants de terrain et cybermilitants, entend alléger les conditions d'entrée au sein de l'organisation, n'a pas vocation à se doter de structures intermédiaires ni à tenir des congrès, etc. Le « mouvement » se prête donc à des significations plurielles et parfois même contradictoires. L'enjeu est donc double : il s'agit d'analyser les usages d'un terme omniprésent dans le discours des insoumis (adhérents, militants, cadres, élus, assistants parlementaires) et dans la communication officielle de leur organisation (programme, tracts, matériel de campagne, site internet, presse militante) et de montrer quelles transformations pratiques accompagnent l'effacement symbolique de la référence au « parti ».

Du parti (de gauche) au mouvement (citoyen)

En 2012, lors de sa première candidature à l'élection présidentielle française, Jean-Luc Mélenchon se présente en tant que président du Parti de gauche (PG) et porte-parole du Front de Gauche (FdG), une coalition de plusieurs partis dont le PG et le PCF (Parti communiste français). Cinq ans plus tard, lorsqu'il brigue pour la deuxième fois la magistrature suprême, Mélenchon n'est plus le candidat d'un *parti* (ni d'un *front*) de *gauche* mais celui d'un *mouvement*

qui se veut *citoyen*. Comme le stipulent *les principes de la France insoumise*, un document en onze points adopté par 96,43 % des votes exprimés par les adhérents en novembre 2017 :

- « **1. La France insoumise est un mouvement évolutif.** Il cherche à inventer une nouvelle forme de rassemblement citoyen. [...]»
- 3. La France insoumise est un mouvement ouvert et populaire.** Il ne demande ni carte d'entrée ni cotisation et rassemble toutes celles et ceux qui agissent pour promouvoir le programme *L'avenir en commun*. [...]»
- 4. La France insoumise est un mouvement bienveillant et inclusif.** Les compétitions internes, les conflits de personnes et les affrontements de courants n'y ont pas leur place. [...]»
- 6 La France insoumise est un mouvement tourné vers l'action.** Son activité est organisée en campagnes d'actions sur l'ensemble du territoire. [...]»
- 7. La France insoumise est un mouvement utile tout de suite.** Une partie significative de son activité est consacrée à des actions de solidarités concrètes. [...]»
- 8. La France insoumise est un mouvement réseau.** Il fédère des groupes d'action qui se constituent par la volonté des insoumis.es sur une base géographique, professionnelle, fonctionnelle ou thématique. [...]»
- 9. La France insoumise est un mouvement collectif et transparent [...].**
- 10. La France insoumise est un mouvement polycentrique. [...]**
- 11. La France insoumise est un mouvement qui se prépare à gouverner. »**

Dans ce manifeste fondateur, la FI n'est à aucun moment définie comme un « parti politique » ; ce qu'elle est pourtant au regard du droit – comme l'indiquent les statuts déposés par la FI à la sous-préfecture de Palaiseau fin 2016 – et au regard des sociologues – si on se fie à la définition de Max Weber, qui considère les partis comme des associations « ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir¹⁷ ». Le label partisan n'est pas seulement éludé par les insoumis ; il est explicitement récusé. Ainsi, lors du discours d'ouverture de la troisième convention nationale de la FI (Clermont-Ferrand, 25 novembre 2017), Jean-Luc Mélenchon explique : « Nous n'allons pas élire des chefs, nous n'en avons pas besoin [...]. Nous n'allons pas introduire les luttes de personnes [...]. La force de la France insoumise, c'est qu'elle est un mouvement, elle n'est pas un parti. Elle n'a pas besoin d'une homogénéité des pensées mais d'une homogénéité de l'action, c'est pourquoi elle est toute entière tournée vers l'action [...]. Il n'y aura pas de police de la pensée, cependant chacun est appelé à faire preuve de la plus grande cohésion, de la plus grande discipline dans l'action. »

Trois mois plus tôt, à Marseille (28 août 2017), lors du discours de conclusion des Amphis d'été, le tribun insoumis avait déjà exposé la philosophie de son mouvement : « Assez de bavardages, assez de discussions. Plus d'action ! Pas de

17. Weber (M.), *Économie et société*, tome 1, Paris, Pocket, 1995, p. 371.

blabla, du combat ! » Enfin, dans un entretien accordé le 18 octobre 2017 au journal *Le 1*, il précise sa pensée :

La France insoumise « est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple. L'idée, c'est d'articuler le mouvement, sa forme et son expression : le réseau. Je sais que ce n'est pas évident à comprendre pour les seniors de la politique qui triment leurs vieux scénarios des années soixante, mais le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif. Il refuse d'être clivant, il veut être inclusif. Ça n'a rien à voir avec la logique d'un parti. De plus, il doit être un organe utile. Alors les copains distribuent de la nourriture, vont chercher des vêtements, aident les gens à demander les prestations sociales auxquelles ils ont droit. Et pour le reste, le mouvement ne fait que des campagnes. Donc quand on nous demande où est la direction, ça peut vous paraître étrange, mais il n'y en a pas. Nos observateurs sont enfermés dans une vision binaire opposant verticalité et horizontalité. Or le mouvement n'est ni vertical ni horizontal, il est gazeux. C'est-à-dire que les points se connectent de façon transversale : on peut avoir un bout de sommet, un bout de base, un bout de base qui devient un sommet ».

Pourquoi privilégier la forme mouvement à la forme parti ? En lisant les *Principes* du mouvement et en écoutant son fondateur, deux types de justification apparaissent. D'un côté, le mouvement permet un gain en termes d'« action », d'« utilité » et de « cohésion ». Il est jugé plus *efficace* que les partis, paralysés par les affrontements entre courants, les batailles de virgules et les guerres d'ego. D'un autre côté, le mouvement permet un gain en termes d'« inclusion », de « bienveillance » et d'« ouverture ». Il est jugé plus *horizontal* que les partis, perçus comme des machines bureaucratiques et pyramidales, alors que la FI est une organisation qui n'a « pas besoin de chef » et qui n'a « pas de direction ».

Une structure pensée pour conquérir l'Élysée

Ces promesses d'horizontalité et d'efficacité sont étroitement imbriquées – on vient de le voir – dans les propos de Jean-Luc Mélenchon. Pourtant, d'un point de vue analytique, il importe de les distinguer. Leur compatibilité ne va pas de soi¹⁸. Plusieurs de mes interviewés estiment en effet que la forme-mouvement est *plus efficace* mais *moins horizontale* que la forme-parti. En entretien, Clémentine Autain me dit par exemple, à propos de la campagne de 2017 : « L'absence de lieux de confrontation interne, au début, nous a fait gagner du temps et de l'énergie. Mais, au final, ça nous a fait plus de mal que de bien, ça se termine avec “le mouvement se renforce en s'épurant”, les gens partent parce

18. Pleyers (G.), « Le succès des réseaux dans les mouvements sociaux contemporains : un malentendu fonctionnel ? », in Dumoulin (D.), Pepin-Lehalleur, M., dir., *Agir-en-réseau. Modèle d'action ou catégorie d'analyse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

qu'ils ne se sentent pas représentés, que leurs voix n'ont pas pu être exprimées, qu'ils ne ressentent pas les décisions comme légitimes¹⁹. » Aux yeux de cette députée insoumise, la forme-mouvement, qui est un gage de discipline et d'efficacité, aurait dû se limiter à la campagne présidentielle, puis s'effacer au profit d'un mode d'organisation plus « démocratique » et « pluraliste » : « Une campagne électorale n'est pas le moment de la démocratie ! Une campagne électorale, c'est : on tape sur un clou tous ensemble au même moment, ce n'est pas le moment pour les désaccords, ce n'est pas le moment de la démocratie. Mais il faut qu'entre deux campagnes, ça respire. Ce n'est pas ce qui a été fait. Dans une campagne, on ne peut pas mettre trois semaines à décider : on y va, on tape, on a des adversaires. Mais après la campagne, c'est le temps justement où on se pose, on débat, on discute de stratégie, on retravaille le projet. Là, ça suppose du débat, du débat interne. »

François Cocq, 42 ans, enseignant dans le secondaire, ancien secrétaire général du Parti de gauche, membre de la garde rapprochée du candidat durant la campagne présidentielle de 2017, tient des propos similaires : « J'assume complètement la façon dont la FI a fonctionné en 2017 : le fait qu'un petit groupe de bolcheviks monte à l'assaut, pour le dire vite. Je revendique ça et je n'ai pas de problème à le faire. Je l'assume encore et je pense qu'il faudra continuer à faire comme ça dans des périodes d'assaut²⁰. » Un constat également partagé par Nicolas Framont, 32 ans, titulaire d'un master en sociologie, collaborateur parlementaire de la FI, qui rejoint le mouvement de Jean-Luc Mélenchon après s'être pleinement investi dans la mobilisation Nuit debout (printemps 2016) : « S'engager à la FI, ça voulait dire accepter le leadership à fond. Donc j'ai fait mon deuil de Nuit debout, j'ai testé l'inverse, et franchement, c'était super efficace²¹. » Dans un article de 1917, Max Weber avait d'ailleurs analysé les ressorts de cette efficacité : « L'action politique est toujours régie par le "principe du petit nombre", c'est-à-dire par l'agilité politique supérieure des petits groupes qui exercent un leadership. Dans les États modernes, cette tendance césariste est appelée à durer²². »

Cette remarque du sociologue allemand éclaire, avec un siècle d'anticipation, l'une des raisons pour lesquelles, en vue de la présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon abandonne le PG et le FdG afin de lancer la FI. Lors de sa première candidature, en 2012, Jean-Luc Mélenchon représente une coalition de partis politiques et, en tant que porte-parole de cet ensemble hétéroclite, il est tenu de surveiller ses propos afin de tenir un discours public qui respecte les équilibres

19. Entretien avec Clémentine Autain, réalisé le 22 octobre 2020.

20. Entretien avec François Cocq, réalisé le 20 juin 2019.

21. Entretien avec Nicolas Framont, réalisé le 28 janvier 2019.

22. Weber (M.), « Parliament and Government in Germany under a New Political Order », in *Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 174.

internes et les compromis patiemment élaborés entre les différentes composantes du Front de Gauche. Il confiera plus tard s'être senti freiné par les « tractations byzantines interminables » au sein de la direction du Front de Gauche. « J'en ai eu assez d'être sans cesse remis en cause, et à tout propos²³. » Indépendamment du Front de Gauche et de l'alliance chaotique avec les communistes, les tensions internes se manifestent aussi au sein même du Parti de gauche, le petit parti présidé par Jean-Luc Mélenchon. En juillet 2015, à Villejuif, le PG tient son quatrième congrès. À cette occasion, Jean-Luc Mélenchon manque à deux reprises d'être mis en minorité. D'abord par sa base militante, puis, dans la foulée, par une fraction de la direction, emmenée par Éric Coquerel²⁴.

Un prétendant à l'Élysée incapable de tenir ses propres troupes ? Peut-on garantir l'unité de la nation quand on ne parvient pas à assurer la cohésion d'à peine 2 000 militants ? Cette double secousse fait sérieusement réfléchir Mélenchon et ses proches, qui décident, suite à cet épisode, en janvier 2016, d'enterrer le Parti de gauche au profit d'un « mouvement citoyen » que François Delapierre, son plus proche conseiller (décédé en juin 2015), lui vante depuis deux ans. Un dirigeant du PG (diplômé de Sciences Po, âgé de 33 ans) me raconte : « En 2015, Mélenchon avait annoncé qu'il allait se mettre en retrait du PG. À l'époque, moi comme la plupart des cadres du PG, on n'a pas compris ce que ça signifiait. On pensait qu'il allait se mettre en retrait de la politique pour se consacrer à un travail intellectuel, qu'il allait quitter la scène politique et médiatique. En fait, ça s'est révélé être l'inverse, il s'est mis en retrait du PG pour en court-circuiter les instances et se présenter aux élections avec la FI²⁵. »

Les règles de fonctionnement – ou plutôt l'absence de règles et le flou qui règne à tous les niveaux – de la FI permettent de contenir les affrontements internes (le droit de tendances n'existe pas au sein de la FI, les grandes orientations stratégiques et programmatiques sont prises par le chef sans être soumises au débat contradictoire ni au vote des militants) mais aussi d'empêcher l'émergence de cadres intermédiaires. Jean-Luc Mélenchon se méfie de ces derniers (qui ont fragilisé son autorité au sein du PG à la veille des présidentielles de 2017). Ils vilipendent régulièrement les « baronnies locales ». Nul ne doit s'interposer entre le chef et sa base de supporters. C'est bien ainsi que fonctionne la FI et, en cela, elle se différencie de la plupart des partis de gauche (PS, PCF, NPA, EELV)²⁶, au

23. Mélenchon (J.-L.), *Le choix de l'insoumission*, Paris, Seuil, 2016, p. 299.

24. 57 ans à l'époque, directeur d'une agence de communication pour les événements sportifs, et militant de longue date, passé par la LCR, le MRC et le MARS, avant de rejoindre le PG en 2008.

25. Entretien réalisé le 18 septembre 2018 avec un collaborateur du groupe parlementaire de la France insoumise souhaitant garder l'anonymat, et ayant milité plusieurs années au Parti de Gauche.

26. Lefebvre (R.), Sawicki (F.), *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006 ; Joshua (F.), *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015 ; Mischi (J.), *Le parti des communistes*, Paris, Hors d'atteinte, 2021 ; Jérôme (V.), *Militer chez les Verts*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

sein desquels, du comité local au secrétariat national en passant par la fédération départementale, on trouve un empilement de structures démocratiquement élues. La désintermédiation du fonctionnement interne de la FI résonne cependant avec des tendances observables au sein de La République en marche²⁷ et du Rassemblement national²⁸.

En résumé, la FI est dotée d'une structure plus légère, plus centralisée et donc *a priori* plus efficace que les partis politiques traditionnels. Il s'agit en tout cas du pari des architectes de la FI et, aux yeux de plusieurs enquêtés, du principal avantage comparatif de la forme-mouvement. Ces enquêtés ont, pour la plupart, une longue expérience d'engagement partisan derrière eux. Au cours des entretiens, certains insistent sur le déficit démocratique et le manque de pluralisme au sein de leur organisation. Ils décrivent les conventions nationales comme des « *show* à l'américaine » au cours desquels les participants sont invités à écouter passivement le discours du leader. Ils soulignent le caractère « plébiscitaire » des votes électroniques, où les adhérents entérinent à plus de 90 % des choix effectués en amont par la direction. Ils pointent du doigt l'asphyxie financière des groupes d'action. Ils se plaignent de l'opacité qui règne sur la prise de décision.

Des militants sans droits et sans devoirs

Le communisme, disait Lénine, c'est « les soviets plus l'électricité ». Le mouvementisme, paraphrase Michel Offerlé, c'est « un chef plus internet²⁹ ». À la FI, le tribun court-circuite les échelons intermédiaires de son organisation pour établir un lien direct avec sa base via des vidéos YouTube, des notes de blog, des posts Facebook et Twitter, des meetings, des courriels et des consultations électroniques à vocation plébiscitaire. Bien que séduisante, la formule « un chef plus internet » omet cependant un troisième élément : internet sert à relier le chef à sa *base*.

La façon dont on adhère à la FI diffère sensiblement des précédentes organisations fréquentées (OCI, PS) ou fondées (PRS, PG) par Jean-Luc Mélenchon. La carte d'adhérent disparaît. Quelques clics sur une plateforme numérique suffisent à s'inscrire³⁰. Les cotisations disparaissent également, ce qui allège le coût d'entrée et favorise l'arrivée de novices. Ceux qu'on appelait autrefois des sympathisants sont désormais des membres. La FI, explique son leader, ne demande pas à ses membres « un ticket d'entrée, un certificat de baptême, ou

27. Lefebvre (R.), « En Marche ! à l'épreuve du local. Jouer la carte du territoire ? », in Dolez (B.), Douillet (A.-C.), Fretel (J.), Lefebvre (R.), dir., *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2022.

28. Crépon (S.), Dézé (A.), Mayer (N.), dir., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

29. Offerlé (M.), « Les partis meurent longtemps », *Le Monde*, 31 mai 2017.

30. Gerbaudo (P.), *The digital party*, Londres, Pluto Press, 2019.

je ne sais quel brevet d'appartenance aux bonnes idées³¹ ». Adhérer ne comporte pas d'obligation à s'engager sur le terrain ni à contribuer financièrement. Cela signifie simplement qu'on soutient la démarche, et permet au dirigeant de revendiquer plusieurs centaines de milliers de membres. Ceux qui le souhaitent sont libres d'aller plus loin, via des dons défiscalisés ou la participation à des groupes locaux. Mais la majorité des membres ne franchissent pas ces étapes. La frontière entre sympathisants et militants est brouillée, voire éliminée. Les militants insoumis, comme ceux de la République en marche, sont privés de leurs anciennes prérogatives : possession d'un local, contrôle des finances, élection de délégués, autorisation à parler au nom de l'organisation, droit de tendances, représentation proportionnelle des courants au sein de la direction. Dans le mouvement, le droit de vote aux consultations internes étant indistinctement accordé aux simples « cliqueurs » et aux militants présents sur le terrain, les seconds voient leur pouvoir dilué. Beaucoup s'en plaignent. Mais la dépossession des militants au profit des simples adhérents n'est pas totalement neuve puisque, depuis une décennie, sous l'influence du Parti démocrate états-unien, la mise en place de « primaires ouvertes » (au PS en 2011, chez LR en 2016) confère au sympathisant qui s'acquitte d'une modique somme le même pouvoir qu'au militant³².

La grande liberté dont disposent les groupes d'action de la FI semble constituer le miroir inversé de la toute aussi grande liberté dont jouit le leader, qui n'est pas contrôlé par son organisation, ni même par sa garde rapprochée. La base dispose d'une forte autonomie d'initiative. L'inventivité et l'auto-organisation sont valorisées, au moins en paroles. Il existe bien une charte des groupes d'action (qui fixe un nombre maximal de membres par groupe et qui interdit de former des instances intermédiaires) mais, en pratique, les statuts sont souvent enfreints et chaque groupe local s'organise comme bon lui semble, ce qui est apprécié par la plupart de mes interviewés. La charte de la France insoumise tient sur une page, ce qui est léger en comparaison de celles du Parti socialiste (27 pages) et des Républicains (47 pages). Si la base a une très grande liberté d'action et d'organisation, elle a revanche une capacité de décision très réduite. L'accès à la sphère dirigeante s'opère par cooptation. Les grandes orientations ne sont pas définies par les groupes d'action mais par un noyau affinitaire, composé d'élus et de permanents regroupés autour du leader. La direction fait approuver ses choix par le vote en ligne sur des textes cadencés. Les votes ont pour fonction de légitimer le choix effectué en amont, et non de trancher entre des options contradictoires. Il n'y a d'ailleurs plus de congrès et d'élection de délégués, alors que ces dispositifs constituaient autrefois la garantie du pluralisme interne au parti. En outre,

31. Mélenchon (J.-L.), *Le choix de l'insoumission*, Paris, Seuil, 2016, p. 322.

32. Lefebvre (R.), Treille (E.), dir., *Les primaires ouvertes. Un nouveau standard international ?*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019.

en l'absence de règles claires et publiques, les militants perçoivent parfois les décisions de la direction comme une forme d'arbitraire.

Les mécanismes décrits à l'instant présentent de fortes similitudes avec ceux analysés par Joreen Freeman à propos des mouvements féministes états-uniens des années 1970³³. La « liberté » dont jouissent les membres s'accompagne d'une absence de procédures pour contrôler les dirigeants. Ce règne de l'informalité vaut à propos de la relation entre la base de la FI (*i.e.* les groupes d'action) et son sommet (*i.e.* Jean-Luc Mélenchon et son entourage), mais aussi à propos de la dynamique interne à certains groupes d'action, comme l'ont documenté des observations participantes menées à Marseille et à Lille³⁴. Comme le résume Lilian Mathieu : « Il ne suffit pas de proclamer que la parole est à qui veut la prendre pour que chacun se sente autorisé à s'exprimer et, de fait, l'informalité tend à privilégier les individus disposant au préalable de ressources militantes ou linguistiques, renvoyant au silence les autres moins confiants en eux-mêmes. La monopolisation des pouvoirs s'avère dans ce type de situation d'autant plus imparable qu'elle est officiellement niée par l'idéologie égalitariste du groupe³⁵. »

Les militants insoumis sont donc dépossédés des prérogatives qu'ils détenaient au sein du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti de Gauche ou d'Ensemble. Cette démonétisation du militantisme s'opère par le haut, au bénéfice des dirigeants, et par le bas, au bénéfice des centaines de milliers de membres dont la voix, lors des consultations internes, pèse autant que celle des militants de terrain. L'insoumis a peu de devoirs, mais il a aussi peu de droits. Le mouvement permet un engagement à la carte, résiliable à tout instant. Tant que vous adhérez au programme, vous êtes bienvenu. « Chaque personne définit elle-même la forme et l'intensité de son engagement dans l'action et les modalités de celle-ci », explique Mélenchon. En 2015, son ancien bras droit François Delapierre, de retour d'une visite en Espagne, le convainc de fonder un « parti sans les murs ». Chaque militant va et vient à sa guise. « Le souci du mouvement [...] c'est d'être aussi poreux que possible³⁶. » À « l'engagement total » d'autrefois, symbolisé par un timbre collé sur l'enveloppe de façon irréversible, succéderait un « engagement post-it », que l'individu peut interrompre ou

33. Freeman (J.), « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 1972.

34. Soubise (V.), Une tentative de reconquête politique des classes populaires désaffiliées : l'exemple de la France insoumise dans les quartiers nord de Marseille, mémoire de master en science politique, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2018, p. 32 ; Grave (L.), *Les jeunes primo-militants à la France insoumise durant la campagne présidentielle de 2022 : étude localisée du cas lillois, mémoire de master en science politique*, Université de Lille, 2022, p. 97.

35. Mathieu (L.), « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », in Frère (B.), Jacquemain (M.), dir., *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 231.

36. Mélenchon (J.-L.), « Le peuple et le mouvement », note de blog, 2 novembre 2016.

modifier à volonté³⁷. Cet engagement distancié est présenté comme une preuve du fait que la FI aurait « dépassé la forme-parti », même si, dans les faits, un tel dépassement n'a rien d'évident. La FI est bien plus tributaire des partis politiques que Jean-Luc Mélenchon ne veut bien l'admettre.

Contre les partis politiques, tout contre

Podemos, allié espagnol de la FI, a souvent été décrit, à tort, comme le « parti des Indignés³⁸ », alors même que la majorité des Indignés n'ont pas investi Podemos et que plusieurs ont dès le départ marqué leurs désaccords avec cette démarche³⁹. En outre, la future équipe dirigeante de Podemos n'a pas été particulièrement motrice au sein du mouvement des Indignés. Quant à la FI, elle n'a en aucun cas été conçue par les manifestants contre la loi El Khomri ou les membres de Nuit debout (2016), bien que beaucoup aient voté pour Jean-Luc Mélenchon l'année suivante (2017). Plutôt qu'un mouvement ayant mué en parti, la FI et Podemos sont des regroupements de partis (le Parti de gauche, Ensemble, les Socialistes insoumis et Résistan's Égalité 974 en France, Anticapitalistas et une fraction minoritaire d'Izquierda Unida en Espagne) qui adoptent une stratégie et une communication mouvementistes afin de mieux concurrencer les autres partis politiques.

La FI n'est donc pas une création *ex nihilo*. Elle a largement bénéficié des ressources (administratives, financières, militantes, électorales, politiques, organisationnelles et médiatiques) du Parti de Gauche. La FI s'est construite contre les partis mais aussi avec eux et grâce à eux. Jean-Luc Mélenchon diagnostique « la fin de la forme parti⁴⁰ » mais son « mouvement » est redevable aux notables roses, rouges et verts passés sous la bannière bleu clair (la couleur de la FI), ainsi qu'aux réseaux socialistes, communistes, écologistes et à ceux du Front de Gauche. Finalement, on pourrait dire de Jean-Luc Mélenchon la même chose que d'Emmanuel Macron : en dépit de ses diatribes anti-partisanes, il s'est appuyé « sur une organisation politique sans doute moins hétérodoxe qu'elle semble apparaître⁴¹ ». Bon nombre d'éléments anciens perdurent dans ces « nouvelles » formations, à commencer par « leurs responsables politiques, issus, pour la plupart des cadres nationaux de LREM et de la FI, d'un parti (le PS) certes érigé en contre-modèle, mais qui les a néanmoins profondément socialisés politiquement⁴² ».

37. Ion (J.), *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997, p. 81.

38. Cervera-Marzal (M.), « Podemos, un parti-mouvement », *Mouvements*, 94, 2018.

39. Regueiro (E.), dir., *Hasta luego, Pablo. Once ensayos críticos sobre Podemos*, Madrid, Catarata, 2015.

40. Jean-Luc Mélenchon, « Le peuple et le mouvement », note de blog, 2 novembre 2016.

41. Dolez (B.), Fretel (J.), Lefebvre (R.), dir., *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019, p. 15.

42. Bachelot (C.), « La cartellisation des partis : disparition ou recomposition ? », in Martinache (I.), Sawicki (E.), dir., *La fin des partis ?*, Paris, PUF, 2020, p. 89.

Au fond, le mouvementisme s'apparente à une forme d'électorisme. Moins de six mois après le lancement de Podemos, son directeur de campagne, Iñigo Errejón, définissait le mouvement comme une « machine de guerre électorale, rapide et efficace ». Dans la foulée, lors du premier congrès tenu en octobre 2014 à Madrid, Pablo Iglesias justifiait sa décision de restreindre le pluralisme au sein de son organisation en prononçant ces mots d'inspiration léniniste : « Le ciel ne se prend pas par consensus, il se prend par assaut ». Podemos, au niveau de son fonctionnement interne, s'est rapidement distancié des procédures de « démocratie réelle » chères aux Indignés espagnols (décisions au consensus, refus des élections, dé-professionnalisation de la politique, etc.)⁴³. Notons aussi que, depuis 2020, les militants de Podemos doivent s'affilier à un cercle local et régler une cotisation, alors qu'il suffisait auparavant de s'inscrire gratuitement sur internet. Ce processus de normalisation partisane affecte aussi la structure insoumise. Lors de la création de la FI, en 2016, les dirigeants comme les militants expriment un réel souci d'ancrer leur action dans les mouvements sociaux et de s'inspirer des modes d'auto-organisation. Mais, depuis les législatives de juin 2017, le centre de gravité de la FI se situe à l'intérieur des institutions.

En théorie, la stratégie consiste à être présent dans la rue et dans les urnes. En pratique, les secondes l'emportent sur la première. L'effectif de la FI croît à l'approche des échéances présidentielles et stagne ou recule en période de mobilisation sociale : la France insoumise comptait ainsi dix fois plus de militants durant la présidentielle de 2017 que durant le mouvement des gilets jaunes. Sous la V^e République, la présidentielle constitue le moment de mobilisation politique par excellence. L'afflux militant en période d'élection présidentielle n'est pas spécifique à la FI ; on retrouve un mécanisme semblable au sein de l'UMP⁴⁴. Mais, à la FI, cette tendance atteint son paroxysme.

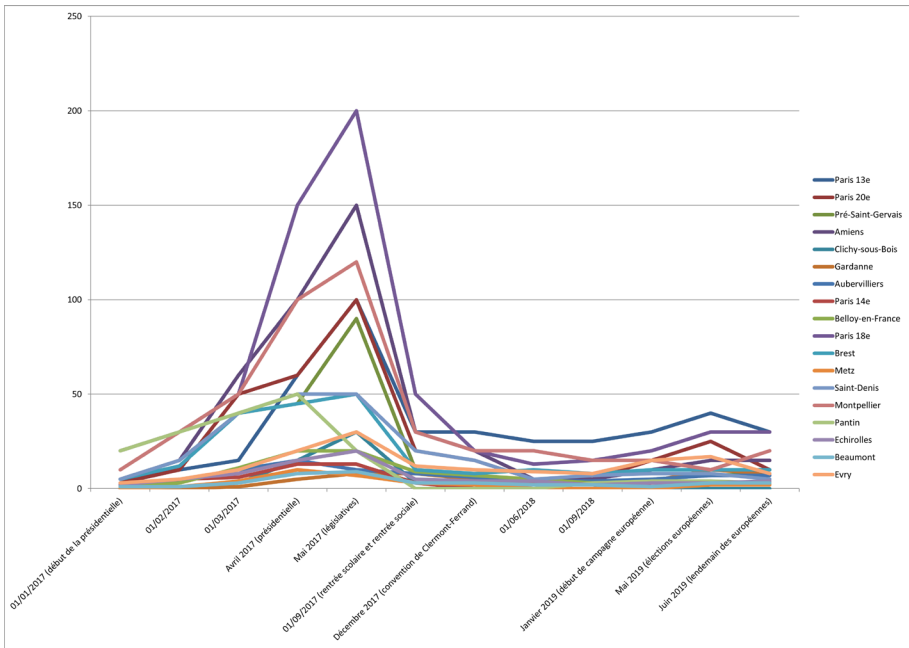
L'argent dépensé par le mouvement vise à conquérir des suffrages plutôt qu'à favoriser son implantation territoriale. Lors des élections municipales (2020) et départementales (2021), la FI peine, à plusieurs endroits, y compris à Paris, à trouver suffisamment de personnes à investir (ce qui explique en partie la stratégie de l'effacement adoptée à ces deux élections). La trésorerie n'est pas ou peu redistribuée aux groupes locaux mais versée sous forme de salaires à une dizaine de permanents – experts en communication, marketing et réseaux sociaux – qui s'adressent avant tout aux électeurs. Dans une telle configuration, plusieurs militants interviewés s'estiment lésés. La FI est une formation *ad hoc* dont la fonction première est d'être « un tremplin pour une candidature

43. Petithomme (M.), *Génération Podemos : sociologie politique d'un parti indigné*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021 ; Nez (H.), *Démocratie réelle. L'héritage des Indignés espagnols*, Paris, Le Croquant, 2022.

44. Haegel (F.), « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales de l'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009.

présidentielle et ensuite une ressource organisationnelle pour le président⁴⁵ ». L'élargissement de la base électorale prévaut sur l'élargissement de la base militante. Au final, estime Rémi Lefebvre en reprenant un concept de Glenn Kefford et Duncan McDonnell⁴⁶, la FI et la République en marche « sont moins des partis-mouvements que des partis personnels et des machines présidentielles, centrés sur leur dirigeant, qui ont pour vocation principale de le promouvoir et de préparer la prochaine élection présidentielle. [...] Gardons en mémoire Max Weber qui affirmait au début du vingtième siècle que les partis servaient surtout à donner le pouvoir à leur chef. L'originalité historique de ces partis est sans doute d'assumer explicitement une rationalité organisationnelle largement électorale tournée vers l'élection présidentielle⁴⁷ ».

Nombre de militants présents aux réunions hebdomadaires des groupes d'action de la France insoumise (janvier 2017-juin 2019)⁴⁸



45. Clift (B.), « Dyarchic Presidentialization in a Presidentialized Polity. The French Fifth Republic », in Poguntke (T.), Webb (P.), eds., *The Presidentialization of Politics: A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 225.

46. Kefford (G.), McDonnell (D.), « Inside the personal party: Leader-owners, light organizations and limited lifespans », *The British Journal of Politics and International Relations*, 20 (2), 2018.

47. Lefebvre (R.), « Que sont devenus les partis-mouvements ? La France insoumise et la République en marche depuis 2017 », *Esprit*, 481, 2022, p. 175.

48. Les données compilées dans ce graphique ont été obtenues selon la méthode suivante : pour chaque zone géographique (Paris 13e, Clichy-sous-Bois, Montpellier, etc.), j'ai demandé à un responsable local (souvent à deux ou trois, dont j'ai recoupé les dires) de m'indiquer son estimation du nombre de militants, trimestre par trimestre, entre janvier 2017 et juin 2019. Cette méthode n'a pas la solidité d'un recensement mené en bonne et due forme mais elle fournit une indication générale quant aux flux et aux reflux du vivier

Le « mouvement » comme stratégie de légitimation

La forme-mouvement constitue, aux yeux des acteurs, un gage d'efficacité. Mais le terme sert aussi, dans de nombreux propos recueillis au cours des entretiens, à vanter le caractère « démocratique », « polycentrique », « rhizomique » et « transparent » de la FI. Enfin, en raison de sa polysémie et de son ambivalence, le « mouvement », qui désigne à la fois des mouvements *sociaux* (grèves, manifestations, etc.) et un mouvement *politique* (la FI), permet de légitimer l'entreprise mélenchonienne en lui donnant les atours d'une organisation en phase avec les aspirations de la société, à la différence des partis dits « traditionnels » et de leurs représentants, de plus en plus éloignés des représentés⁴⁹.

La promesse d'horizontalité

La promesse d'horizontalité affleure chez certains hauts placés du mouvement. Manuel Bompard, 33 ans, ingénieur de formation, nommé « coordinateur » de la FI par Jean-Luc Mélenchon en novembre 2017, confie à un journaliste de *Regards* : « La FI est un mouvement [...]. On ne voulait pas créer un parti politique, sous une forme traditionnelle, pyramidale, hiérarchique⁵⁰. » Dans le même sens, au cours de l'entretien que je réalise avec lui, Gabriel Amard – 53 ans, gendre de Jean-Luc Mélenchon et chef de file de la FI en Auvergne-Rhône-Alpes aux régionales de 2021 – insiste à plusieurs reprises sur le caractère « horizontal », « moléculaire » et « collaboratif⁵¹ » de la forme-mouvement. La FI, ajoute-t-il, fonctionne « à la coopération, la co-construction, la cogestion, qui font appel à l'intelligence collective ». En ce sens, elle est à l'antipode des « caporalisations verticales » qui règnent au sein des partis politiques. Dans ces derniers, la parole est monopolisée par « des experts, des sachants, qui élaborent en chambre et qui après viennent convaincre à tout prix de la justesse de leur analyse ».

Les partis politiques ont mauvaise presse. S'en distancier – quitte à exagérer leurs défauts et à accentuer leur discrédit – peut se révéler payant en termes de recrutement militant. Les propos de Gabriel Amard – et sa description enchantée de la forme-mouvement – font d'ailleurs écho aux propos que j'ai recueillis chez plusieurs enquêtés pour lesquels la FI constitue leur premier

militant de la FI. Pour de plus amples précisions, je me permets de renvoyer au sous-chapitre « Le mystère du nombre de militants », de mon livre consacré au nombre de militants et de membres à la France insoumise : Cervera-Marzal (M.), *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

49. Boelert (J.), Michon (S.), Ollion (E.), *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

50. Manuel Bompard, Entretien, dans *Regards* (« La Midinale »), 11 juin 2019 [http://www.regards.fr/la-midinale/article/manuel-bompard-federer-le-peuple-c-est-ramener-la-gauche-au-peuple].

51. Entretien avec Gabriel Amard, réalisé le 1^{er} avril 2019.

engagement politique.

La promesse d'horizontalité formulée par les porte-parole du mouvement peut en effet contribuer à susciter de nouvelles vocations militantes et entrer en résonance avec les aspirations des novices du militantisme. En entretien, Taha Bouhafs (22 ans, primo-militant) se souvient par exemple qu'au moment d'adhérer, il se représentait la FI comme « un mouvement ultra-démocratique, un truc trop bien, c'est la VI^e République chez nous !⁵² ». Un an plus tard, il quittera le mouvement désabusé, en critiquant vertement son « opacité » et la domination du « national » sur « les gens de province ». Un autre primo-militant, Baptiste Mongis (30 ans, comédien et doctorant en sociologie), me raconte : « À la FI, c'est une nouvelle façon de militer, éparpillée, horizontale, avec une vraie liberté pour les groupes d'action. C'est ça qui m'a plu. Je connais tous les commentaires qui disent que Mélenchon est le patriarce, qui chapeaute tout depuis en haut. Je suis allé vérifier. C'est faux !⁵³ ». Je retrouve un son de cloche analogue chez Laëtitia Pison (31 ans, professeure des écoles, habitante d'Aubervilliers), elle aussi novice en politique : « Les conventions nationales, pour moi, c'est quelque chose de positif. Le fait que ce soit participatif, ça change des autres partis⁵⁴. »

Mais la croyance des primo-militants en cette promesse d'horizontalité ne résiste pas toujours à l'épreuve de la pratique. Dans plusieurs cas qu'il m'a été donné d'observer, les primo-militants prennent progressivement leur distance avec ce discours, qui finit par leur apparaître comme suspect, infondé, voire mensonger. Le *hiatus* entre la promesse d'égalité et la réalité quotidienne du fonctionnement de la FI peut d'ailleurs susciter des tensions. Séverine Enjolras (40 ans, primo-militante, diplômée en anthropologie, elle étudie les comportements des consommateurs pour le compte de grandes entreprises), membre d'un groupe d'action du 20^e arrondissement parisien, me raconte : « Je me souviens avoir parlé à Danièle Simonet [conseillère de Paris, proche de Mélenchon, membre du noyau dirigeant de la FI]. Elle est venue dans notre réunion, elle nous a fait tout un discours sur le polycentrisme, sur le fait que le mouvement était organisé en plein de petits centres d'action, dans l'horizontalité, sans le truc hiérarchique des autres partis, un truc inspiré de la sociocratie, une organisation très horizontale, avec des pôles géographiques et des pôles d'activité qui font les actions qu'ils ont envie de faire, qui sont très autonomes et qui fonctionnent en réseau. Elle était à fond là-dessus. Mais nous on voulait plutôt des représentants, à l'échelle de l'arrondissement, pour faire remonter les informations. Mais elle ne nous croyait pas, elle disait : “ça va remettre un formalisme autoritaire dans le mouvement, ce n'est pas possible, il faut

52. Entretien avec Taha Bouhafs, réalisé le 17 octobre 2019.

53. Entretien avec Baptiste Mongis, réalisé le 25 septembre 2018.

54. Entretien avec Laëtitia Pison, réalisé le 18 janvier 2019.

rester dans cette organisation qui peut vous paraître floue, mais qui permet la liberté⁵⁵. »

Ceci étant dit, la promesse d'horizontalité ne doit pas être confondue avec une promesse de démocratie. Comme l'indique Jean-Luc Mélenchon dans l'entretien susmentionné avec le journal *Le 1*, « le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique » mais d'être un « organe utile », tourné avant tout vers « l'action ». « Une seule consigne : n'attendez pas les consignes » : cette formule paradoxale est fréquemment utilisée par le leader insoumis. Il s'agit d'encourager les initiatives prises par la base. Dans la mesure où ces initiatives demeurent respectueuses du programme *L'avenir en commun*, elles peuvent être menées sans autorisation préalable de la direction nationale. En pratique, la mise en œuvre de cette « auto-organisation » militante est compliquée, car les groupes locaux sont dans une situation de pénurie matérielle. La FI ne met pas de locaux à disposition de ses groupes d'action et elle leur fournit de faibles ressources financières. Les groupes d'action sont donc contraints de trouver par eux-mêmes des lieux pour se réunir (un café, une salle municipale, un local associatif, parfois payants) et de l'argent pour financer leurs activités. Certains militants perçoivent cette asphyxie comme un frein à l'action. D'autres y voient une invitation à faire preuve d'inventivité, comme l'atteste cet extrait de mon journal de terrain (mardi 9 octobre 2018, journée de grève et de manifestation nationale du service public, contre plusieurs réformes en cours, 24 000 manifestants à Paris selon la préfecture) :

Le point fixe de la France insoumise se situe face au 93 boulevard Montparnasse. J'y suis depuis déjà une heure. J'entame une discussion avec une militante d'environ 65 ans, qui me raconte : « Moi, je milite dans un GA parisien. On est entièrement libre, on peut faire toutes les activités qu'on veut. C'est vrai qu'on ne reçoit aucun argent de LFI, mais ça stimule notre créativité, on doit se débrouiller autrement ». Moi : « Ah oui, comment ça par exemple ? » Elle : « Ben pour photocopier et imprimer des tracts, on le fait chez soi ». Moi : « Mais tu ne peux pas le faire par le parti ? Donc tu paies les cartouches d'encre et le papier avec ton argent ? » Elle : « Oui, mais LFI ne nous donne aucune consigne. On ne reçoit jamais aucun ordre du national. Bon parfois c'est dur de savoir ce qui se passe dans les autres GA. Mais j'ai de la famille et des amis insoumis à Strasbourg, à Lille, à Bordeaux. LFI c'est une grande famille. »

Se régénérer au contact des mouvements sociaux

Le mouvementisme de la FI doit aussi être compris comme une volonté de s'ancrer dans les mobilisations sociales et de leur offrir un débouché institutionnel, au risque d'être parfois accusé de « récupération » ou de « paternalisme » par les syndicats. Au niveau national, la FI se divise en huit espaces thématiques. Deux

55. Entretien avec Séverine Enjolras, réalisé le 31 octobre 2018.

des huit espaces – « l'espace des luttes » et « l'espace de l'auto-organisation et de la désobéissance populaire » – ont vocation à apporter un soutien concret aux dites luttes. La majorité des insoumis que j'ai rencontrés sont des militants multipositionnés, investis dans des combats sur leurs lieux de vie, d'études ou de travail. Quand les circonstances s'y prêtent, ils y affichent leur qualité d'insoumis. Les groupes d'action insoumis auxquels je me suis mêlé se sont tous liés, à un moment ou un autre, à des dynamiques contestataires portées par des cheminots, des parents d'élèves, des étudiants, des écologistes ou des salariés du privé.

La FI ne se contente pas de soutenir les mobilisations existantes. Il lui arrive aussi d'en impulser, par exemple avec la « marche pour la VI^e République » (18 mars 2017), la manifestation contre le « coup d'État social » des ordonnances réformant le Code du travail (23 septembre 2017), la « fête à Macron » (5 mai 2018) ou la « marée populaire » (26 mai 2018). Ce type d'événements s'inspire de Podemos, qui organisa le 31 janvier 2015 à Madrid une « marche pour le changement » (150 000 participants) mettant en scène la puissance du parti, et du Mouvement 5 Étoiles, qui invita ses sympathisants à participer à une « marche pour le revenu citoyen » entre Pérouse et Assise le 9 mai 2015. L'objectif, comme le souligne la sociologue Cristina Flesher-Fominaya, est de « propager l'image d'un parti-mouvement hybride, dont la priorité est de donner corps aux sentiments et aux besoins populaires⁵⁶ ». Les marches organisées par la FI ont généralement lieu le samedi. Elles réunissent plusieurs dizaines de milliers de participants. Ces marches ont été organisées en 2017-2018, période faste pour les insoumis. Elles ont ensuite disparu de leur répertoire, pour être timidement exhumées cinq ans plus tard (le 20 mars 2022), à l'occasion de la troisième campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, mais dans un contexte fort différent, celui de la pandémie.

Rompant avec l'époque du Front de Gauche (2008-2015), où Mélenchon se gardait de critiquer publiquement les choix stratégiques des syndicats, il pointe désormais du doigt (depuis 2016 et la création de la FI) la division des confédérations syndicales, les journées d'action espacées dans le temps ou encore la frilosité dont les syndicats ont fait preuve à l'égard du mouvement des Gilets jaunes. Il fustige au passage le caractère sacré de la Charte d'Amiens⁵⁷. Au lendemain de la présidentielle de 2017, la FI se pose en locomotive du mouvement social, ou du moins en actrice à part entière. En invitant les associations et les syndicats à rejoindre des initiatives lancées par son parti politique, Mélenchon propose d'opérer un décloisonnement et une déssectorisation des acteurs du mouvement social. L'ambition est de construire une coopération égalitaire

56. Flesher-Fominaya (C.), « Podemos' March for Change », *Open Democracy*, 31 janvier 2015.

57. Jean-Luc Mélenchon, note de blog, 31 octobre 2017.

entre partis et syndicats, qui se tiennent à égale distance du modèle amiénois (indépendance entre le parti et le syndicat) et du modèle léniniste (le syndicat subordonné au parti, « courroie de transmission »). Dans les faits, le positionnement de la FI à l'égard des syndicats est complexe. Leurs relations oscillent entre rivalité et alliance. Dans un contexte de méfiance générale à l'égard des syndicats (seuls 27 % des Français leur font confiance⁵⁸), la FI n'a pas d'intérêt particulier à se montrer proche de ces organisations. Pour autant, la FI et les syndicats (en particulier la CGT) partagent une même base sociale⁵⁹.

Au regard des éléments susmentionnés, on constate que l'engouement des insoumis pour la forme-mouvement repose sur des motivations diverses. Quand on met en regard l'affirmation « la FI n'est pas un parti » avec la carrière et le capital militant de celles et ceux qui formulent cette affirmation, des récurrences apparaissent. Ainsi, pour les anciens membres du Parti de gauche ayant migré vers la France insoumise, il s'agit essentiellement de justifier leur désinvestissement des arènes du PG au profit d'un « mouvement » jugé plus souple et plus réactif. Pour les novices du militantisme, dont la FI constitue la première expérience d'engagement politique, il s'agit surtout de mettre à distance les « partis traditionnels », dépeints comme des lieux d'embrigadement et de verticalité, et d'insister sur leur attachement au « peuple » plutôt qu'à « la gauche ». Pour les dirigeants insoumis, il s'agit de défendre le modèle organisationnel « gazeux » mis en place par Jean-Luc Mélenchon. Pour les membres des groupes d'action, il s'agit plutôt de vanter la liberté d'initiative dont jouit la base et la convivialité qui règne en réunions.

Adieu « camarades », bonjour « les gens »

« Mouvement » est le label que revendique la FI pour se présenter, à la différence des autres partis, comme une organisation horizontale et en phase avec les mobilisations sociales. C'est aussi l'emblème d'un champ lexical revu de fond en comble. Le vocabulaire traditionnel des partis politiques – avec ses « sections », ses « secrétaires », ses « conseils nationaux », ses « bureaux exécutifs », ses « délégués » et ses « congrès » – est absent du discours de mes enquêtés et des documents officiels de la FI. Les insoumis, soucieux de remiser la phraséologie partisane, parlent de « pôles », d'« espaces », de « groupes d'action », de « conventions », d'« assemblées représentatives », d'« animateurs locaux » et d'« orateurs nationaux ».

L'invisibilisation du label partisan s'accompagne d'une seconde invisibilisation : celle du rattachement à « la gauche ». Durant l'été 2015, Gabriel Amard, François Delapierre et Manuel Bompard – trois proches du leader

58. Cevipof, *Baromètre de la confiance politique*, vague 11, février 2020.

59. Enquête IFOP pour *L'Humanité*, 26 avril 2017.

– convainquent Mélenchon d’abandonner le « Parti » de « Gauche » afin d’adopter une ligne mouvementiste et populiste dont la FI sera l’aboutissement. « A la manière de Podemos, le candidat de la FI refuse la latéralisation du champ politique que veulent lui imposer ses contradicteurs. En effet, en le contraignant à se positionner sur une échelle gauche/droite, ils cherchent à le repousser aux marges du spectre politique. En l’acceptant, il deviendrait alors le candidat de la vraie gauche, de la gauche de gauche ou de l’extrême gauche et donc, dans le récit médiatique traditionnel, le représentant d’un point de vue qui s’éloigne du sens commun. En lui privilégiant le langage du peuple, Jean-Luc Mélenchon est en capacité d’incarner au contraire une forme de centralité populaire », explique son directeur de campagne de 2017⁶⁰. Alors que dans *L’humain d’abord* (son programme présidentiel de 2012), Mélenchon affirme vouloir « mettre en place une politique de gauche dans notre pays », « réinventer la gauche » et « bousculer la donne à gauche », cinq ans plus tard le mot « gauche » a totalement disparu des 125 pages de son programme (*L’avenir en commun*).

L’analyse lexicométrique de l’ensemble des propos tenus publiquement par Mélenchon durant sa campagne de 2017 – meetings, interviews dans la presse écrite, émissions de radio et de télévision, directs sur les réseaux sociaux – est instructive⁶¹. Le discours de Mélenchon évolue de la même façon que son programme : un glissement de la « gauche » au « peuple ». Ce glissement n’est pas un abandon de la « gauche » – comme cela a trop souvent été dit – mais un rééquilibrage entre ces deux pôles. Le triangle rouge des déportés communistes que Mélenchon arbore en permanence sur sa veste, le chant des Canuts au meeting de Lyon (5 février 2017), le poing levé durant la Marseillaise, les références à la classe ouvrière et à ses figures (Jaurès et même Marx), l’adresse aux « camarades » (à 10 reprises entre le 30 janvier et le 23 mai 2017⁶²) et la mention du « capitalisme » (à 20 reprises) sont autant d’indices du fait que la FI n’a pas renié la gauche mais s’en est provisoirement éloignée, pour des raisons tactiques.

60. Bompard (M.), « Postface », in Galès (A.), *Jean-Luc Mélenchon, de la gauche au peuple*, Paris, Bruno Leprince, 2019, p. 234

61. Je m’appuie ici sur « Le poids des mots », un logiciel d’analyse des discours de la campagne présidentielle de 2017. Ce projet a été réalisé pour *Paris Match* sous la supervision de sept universitaires (Agnès Callu, Bénédicte Durand, Patrick Eveno, Romain Huret, Marc Lazar, Damon Mayaffre et Cécile Alduy). Il repose sur une base de données de plus de 628 discours – soit plus de 2,9 millions de mots. La base de données a été constituée entre le 30 janvier et le 23 mai 2017, grâce à la retranscription des interventions écrites et orales des candidats. [<https://www.parismatch.com/Le-Poids-des-Mots>]

62. Logiciel « Le poids des mots » de *Paris Match* (cf. la note précédente).

Les mots utilisés par les candidats à l'élection présidentielle entre le 30 janvier et le 23 mai 2017⁶³

	Peuple	Gens	Gauche	Oli- garchie/ Caste	Capital, capita- lisme, capita- listes	Ouvriers	France / Fran- çais(es)	Patrie
Jean-Luc Mélenchon	210	669	59	21	33	14	443	38
François Fillon	72	48	81	1	41	6	1246	14
Benoît Hamon	95	50	318	0	4	11	561	0
Marine Le Pen	275	108	51	15	10	13	1642	14
Emmanuel Macron	49	178	115	0	14	4	669	6

Au début de sa campagne, entre février et décembre 2016, Mélenchon a cherché à convaincre la « chèvre » : les électeurs de gauche. Dans la deuxième moitié de campagne, entre janvier et mai 2017, il a fait le pari que cette chèvre lui était acquise et qu'il pouvait désormais s'atteler à séduire le « chou » des abstentionnistes. C'est durant cette période que son discours prend une tonalité plus rassembleuse. Durant ces cinq mois, le « peuple », auquel Mélenchon accorde depuis quelques années le statut de nouveau sujet de l'histoire⁶⁴, en lieu et place de la classe ouvrière, intervient à 210 reprises.

Mais l'expression la plus emblématique de la campagne mélenchonienne de 2017, équivalent fonctionnel du « en même temps » macronien, est : « les gens ». Cette expression revient à 669 reprises dans sa bouche contre seulement 178 fois chez Macron, 108 chez Le Pen, 50 chez Hamon et 48 chez Fillon. Il s'agit de sa harangue favorite – « eh vous, les gens » – mais aussi d'un sujet politique – « les gens ordinaires » – régulièrement opposé à l'oligarchie. Les cousins espagnols de Podemos ont pratiqué la même innovation rhétorique dès 2014, en brandissant « *la gente* » contre « *la casta* » : « un pays pour les gens », « ce que veulent les gens », « les gens savent ce qui est bon pour eux ». Cependant, la référence remonte à plus loin. En février 1985, au 25^e congrès du PCF, George Marchais défendait la nécessité de construire un « nouveau rassemblement populaire majoritaire » avec « les gens ». Trente-quatre ans plus tard, son successeur Ian Brossat conduit aux Européennes de 2019 une liste

63. Logiciel « Le poids des mots », de *Paris Match*.

64. Mélenchon (J.-L.), *L'ère du peuple*, Paris, Fayard, 2017.

communiste intitulée « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent ». Moins connoté que « camarades », « les gens » se révèle plus inclusif. Mais, si « les gens » se substituent à la « classe ouvrière », ils ne l'effacent pas entièrement. Le 2 juillet 2017, en réponse à des propos tenus par le président de la République, Jean-Luc Mélenchon affirme : « Les gens qui ne sont rien disent à Monsieur Macron : “nous ne sommes rien, mais demain nous serons tout”. » Cette hybridation entre les paroles de l'Internationale et l'invocation typiquement populiste des « gens » montre que Mélenchon cherche à revivifier le discours de la gauche plutôt qu'à l'abandonner.

Comme le souligne l'historien Alain Bergougnieux, l'idée de « peuple » a toujours été présente, à côté de celle de « classe ouvrière », dans le discours socialiste. Leur importance respective a souvent varié – depuis les années 1980, le « peuple » a détrôné le « prolétariat » – mais aucun des deux termes de cette dialectique n'a jamais disparu⁶⁵. Cette mise en perspective historique invite à nuancer la nouveauté du discours insoumis. L'entourage de Mélenchon et beaucoup de ses militants présentent l'appel au peuple comme une idée de facture fort récente, dont ils créditent avec complaisance leur leader. En réalité, le peuple est au cœur de l'imaginaire de la gauche depuis la Révolution française. Jean-Luc Mélenchon – ébloui depuis ses 14 ans par l'*Histoire de la Révolution française* d'Adolphe Thiers – et Alexis Corbière – professeur d'histoire désormais député, ayant récemment publié un livre fouillé sur les neuf grandes figures de la Révolution⁶⁶ – en sont conscients. L'un et l'autre sont d'ailleurs de fervents lecteurs de Michelet qui, en dépit de son antirobespierisme, a fait du peuple le grand acteur de l'histoire de France.

Dans un livre de 2010 qui sert encore de matrice à ses discours une décennie plus tard⁶⁷, Jean-Luc Mélenchon, tout en dissertant ponctuellement sur l'opposition entre « le capital » et « le travail », développe au long de son propos une rhétorique axée sur l'opposition – populiste – entre « les gros » et les « petits⁶⁸ ». D'un côté, les précaires, chômeurs et intérimaires, que l'auteur rebaptise les « invisibles », les « petits », les « désespérés » et les « pauvres ». De l'autre côté, les patrons du CAC 40, les banquiers et les assureurs, qu'il appelle les « grosses bouches à fric », les « grands profiteurs », les « bouffis », les « gavés », les « gâtés » et les « ultrariches gorgés de fric ». Le 24 septembre 2016, à l'occasion d'un déplacement à Berlin, Mélenchon appelle sur sa chaîne *YouTube* à faire « tomber le mur de l'argent qui sépare les riches des pauvres⁶⁹ ».

65. Bergougnieux (A.), « Les socialistes et le peuple », in Wiewiorka (M.), dir., *Le peuple existe-t-il ?*, Paris, Éditions Sciences Humaines, 2012.

66. Corbière (A.), *Jacobins ! Les inventeurs de la République*, Paris, Perrin, 2019.

67. Durant la campagne de 2017, Mélenchon a invoqué les « petits » deux fois plus souvent que Le Pen, et trois fois plus souvent que Macron, Fillon et Hamon.

68. Mélenchon (J.-L.), *Qu'ils s'en aillent tous ! Vite, la révolution citoyenne*, Paris, Flammarion, 2010, p. 49-70.

69. Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=zXWCA8dV8os>

La référence à Édouard Herriot, qui employa le premier cette expression (« mur de l'argent ») en 1924 pour désigner les difficultés financières (fuite des capitaux, dévaluation du franc, trésor public à sec) auxquelles était confronté son gouvernement du cartel des gauches, est ici transparente. À la même époque, le philosophe Alain, compagnon de route du Parti radical de Herriot, prenait le parti « des petits contre les gros » et du « peuple contre les puissances financières⁷⁰ ». Rejouant l'affrontement de 1789, d'aucuns prônaient durant l'entre-deux-guerres l'abolition des « féodalités financières », des « Bastilles bourgeoises » et des « privilèges du capital⁷¹ ». Côté communiste, Maurice Thorez clamait, le 15 mai 1936 : « Nous sommes le parti du peuple⁷² ». Au même moment, dans les colonnes de *L'Humanité*, Jacques Duclos prenait la défense des « petits » contribuables contre les « gros » et des « petits » patrons contre les « gros ». Cette opposition « gros/petits » est, pour les partis marxistes, une façon d'évoquer la « lutte des classes » en arrondissant les angles afin de se montrer conciliant à l'égard de potentiels alliés non marxistes. « Dans le cadre d'une conquête du pouvoir par le biais du suffrage universel, la classe ouvrière doit en effet pouvoir attirer vers elle non seulement les employés, les intellectuels, mais aussi une partie essentielle de la petite bourgeoisie et du capital⁷³. » Il n'est donc pas étonnant que cette rhétorique populiste ait connu ses plus grands succès dans le contexte du cartel des gauches (1924), du Front populaire (1936-1938) et du programme commun de gouvernement (1972). « Le PCF, lorsqu'il déploie une stratégie d'union, encense le peuple⁷⁴. »

Quand les dirigeants insoumis invoquent le « peuple » ou les « gens », et quand ils prennent la défense des « petits » patrons contre les « gros » du CAC 40, ils ne sont pas en train d'inventer une nouvelle stratégie, qu'on nomme désormais « populiste », ni de larguer les amarres de la gauche. Ils se contentent de reprendre, en les reformulant, des éléments préexistants. Mais il est vrai que, dans la présentation qu'ils font de leur propre stratégie, les insoumis ignorent ou occultent généralement la filiation. Cet oubli, qu'il soit ou non volontaire, leur permet de se parer des atours de la « nouveauté ».

De même, la grande majorité de mes enquêtés partagent la conviction que la FI, en raison de sa forme-mouvement, constitue une « nouveauté » dans l'histoire politique française. Au fil de cet article, on a montré que cette nouveauté devait être questionnée, pour au moins deux raisons : la FI est tributaire des partis politiques (de leurs cadres, de leurs ressources) contre lesquels elle

70. Alain, *Éléments d'une doctrine radicale*, Paris, Gallimard, 1925, p. 43.

71. Par exemple Paul Vaillant-Couturier dans *Regards*, le 11 juillet 1935.

72. Cité dans Peschanski (D.), *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klincksieck, 1988, p. 169.

73. Birnbaum (P.), *Genèse du populisme. Le peuple et les gros*, Paris, Fayard, 2012, p. 143.

74. Diamanti (I.), Lazar (M.), *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019, p. 73.

s'est construite, à commencer par le Parti de gauche et le Parti socialiste ; et loin d'être spécifique à la FI, le mouvementisme est une forme de discrétion partisane qu'on retrouve actuellement dans d'autres familles politiques (La République en marche, le Rassemblement national) et dans d'autres pays (Podemos, Mouvement 5 Étoiles).

Le mouvementisme, comme le populisme auquel il est arrimé, est donc d'abord une stratégie discursive qui intervient dans un contexte précis, celui des élections, afin de se démarquer des partis rivaux et d'une étiquette jugée handicapante. Mais cette dimension symbolique et tactique s'accompagne de transformations bien réelles, et durables, comme on l'a montré à propos des pratiques militantes, de la démocratie intrapartisane, de l'ancrage territorial, des règles d'adhésion, du répertoire d'action et de l'utilisation des ressources financières octroyées par l'État.

À l'occasion de l'élection présidentielle de 2017, l'inflexion mouvementiste (le curseur se déplace du « parti » au « mouvement ») opérée par Jean-Luc Mélenchon est concomitante à une inflexion « populiste » (le curseur se déplace de la « gauche » au « peuple »). Le *Parti de gauche* est progressivement délaissé au profit d'un *mouvement* qui se veut *populaire*. En 2022, l'Union populaire (UP) se substitue (en partie) à la France insoumise. Mais, à l'exception de la création d'un « parlement » de l'Union populaire, le mode de fonctionnement interne et le répertoire des pratiques militantes de l'UP demeurent analogues à ce qu'ils étaient cinq ans auparavant au sein de la FI. Le principal changement se situe du côté de la rhétorique populiste. En 2022, le mot « gauche » fait son retour dans le discours du candidat. Sur le plateau de TF1, le 7 avril, il se réclame de la « gauche radicale ». Dans un entretien accordé à *Libération*, le 25 novembre 2021, Adrien Quatennens, qui a succédé à Jean-Luc Mélenchon en tant que coordinateur de la FI, affirme que cette dernière a pour mission de « rassembler l'électorat de gauche ». Quant à Jean-Luc Mélenchon, au cours de ses meetings et interviews, il répète à de nombreuses reprises qu'il incarne la « gauche de rupture » face à la « gauche d'accompagnement ». Enfin, le 13 juillet 2022, dans un entretien accordé au journal *Politix*, à la première question du journaliste – « En quoi le paysage politique du pays a-t-il profondément changé ? » –, Jean-Luc Mélenchon répond par ces mots : « C'est une saison entièrement nouvelle de l'histoire de la gauche qui commence ». Ce maintien de la forme-mouvement conjugué à la mise à distance de la rhétorique populiste semble ainsi attester d'une relative autonomie entre ces deux inflexions stratégiques.

Manuel CERVERA-MARZAL est sociologue, chercheur qualifié FNRS à l'Université de Liège (Pragm-Apolis). Ses travaux portent sur les mobilisations sociales et écologiques, ainsi que les partis politiques de gauche en Europe du Sud. Les enquêtes ethnographiques qu'il mène sur ces terrains viennent soutenir une réflexion sur les défis auxquels font actuellement face les démocraties libérales. Il est l'auteur d'une trentaine d'articles et d'une dizaine de livres, parmi lesquels : *Le populisme de gauche* (La Découverte, 2021) et *Résister. Petite histoire des luttes contemporaines* (Éditions 10/18, 2022).

La France insoumise, a “movement” in name only? Symbolic erasure and practical transformations of the party form

European political parties are facing a slow erosion of their electoral and activist base. In an attempt to escape this decline and, in particular, the demonetisation of the party label, several political organisations born after the 2008 crisis (the 5-Star Movement, Podemos, La République en Marche, La France insoumise) are defining themselves as “movements”. This indigenous term has found some echo in political science, where the concept of “party-movement” has recently been disseminated. Rather than using this concept as an analytical category capable of shedding sociological light on the France insoumise (FI) phenomenon, this article proposes to study the militant uses of the notion of “movement”. Through the particular case of the FI, the aim is to participate in a more general reflection on partisan discretion and on the way in which certain formations, by adjusting to the “party crisis”, contribute to this crisis while at the same time renewing partisan logics not presented as such. The uses of the “movement” analysed here are not only linguistic; they also involve practical aspects (membership rules, action repertoire, internal functioning, use of public funding, territorial anchoring, etc.), the two dimensions – discursive and material – being closely intertwined. Finally, it is important to place these uses in their socio-political context and to question their historicity.

Keywords – France insoumise, political parties, social movements, party-movement, intra-party democracy